

2 Politique

**Remise au président la République du rapport de la "Task Force" sur l'Éducation
Les jalons d'un nouveau départ**

Frédéric Serge LONG
Libreville/Gabon

En recevant le document d'une centaine de recommandations, hier, des mains du coordinateur Pr Patrick Mouguiama Daouda, le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, matérialisait une promesse faite à la Nation, dans son discours du 16 août dernier, pour sortir notre cadre de formation de la jeunesse de l'impasse.

FAUT-IL continuer à financer l'échec ? Les récentes données statistiques indiquent que le niveau du système éducatif au Gabon ne s'est jamais aussi mal porté. Pire, aucune perspective ne présente son avenir avec sérénité. C'est la raison pour laquelle, sous les hautes instructions du président de la République, Ali Bongo Ondimba, un séminaire de réflexion "Task Force" pour l'éducation, la formation et l'emploi s'est tenu du 23 août au 7 septembre dernier, au complexe Dounia Park (Cap-Estérias), pour faire le diagnostic des maux entravant son développement et bâtir des projections pour sortir de l'impasse. Le rapport a été remis au chef de l'Etat, hier, au palais de la présidence de la République, par Pr Patrick Mouguiama Daouda, coordonnateur des dites assises. C'était au cours d'une cérémonie officielle, en présence du vice-président de la République, Pierre-Claver Maganga Moussavou, du Premier ministre, Emmanuel Issozet Ngondet et des membres de son équipe



Photo : D.R

Le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, lors de son adresse, à la réception du rapport sur l'Education.



Photo : D.R

Une assistance, nombreuse, a assisté à la remise du rapport, par la "Task Force", au président de la République.



Photo : D.R

La photo de famille.

gouvernementale, etc. Faisant suite à une promesse du numéro un gabonais, le 16 août 2018, lors de son adresse à la Nation, de procéder à l'analyse en profondeur de notre système éducatif, le rapport sur la "Task Force" se veut, non pas un remake des

états généraux de l'éducation tenus il y a 10 ans, mais plutôt une mise au point de l'implémentation des mesures prises pour la survie de l'enseignement et pour la définition d'un cadre supplémentaire, afin de corriger et combler les manquements de ces der-

nières années. En clair, comme l'a expliqué Pr Patrick Mouguiama Daouda, il s'est agi de poser les jalons d'un nouveau départ, d'éliminer, sinon de réduire la courbe déjà très ascendante de l'échec scolaire, et surtout de créer les conditions favorables à une

adéquation formation-emploi. "Sur 251 000 personnes qui entrent dans le système éducatif, 230 000 en sortent (...). 61% des candidats au baccalauréat ont plus de 22 ans : ce qui fait une moyenne de cinq années de retard par rapport à ce qui est normalement at-

tendu. On a un taux de 40% de déperdition au premier cycle du secondaire, 90% de taux d'échec en 1ère année d'université, notamment à l'Université Omar Bongo", a-t-il avancé.

Pour le chef de l'Etat, l'urgence d'un changement de paradigme se pose désormais avec acuité. Car, "c'est la formation du capital humain qui permet de guider une Nation sur la voie de l'innovation et sur le chemin de la prospérité partagée", a-t-il relevé.

D'où la formulation par Pr Mouguiama Daouda d'un programme quinquennal de l'éducation axé sur quatre leviers activables dès les 90 prochains jours.

En somme, pour sortir de l'enlèvement, il faut, entre autres, satisfaire aux exigences de l'adéquation formation-emploi, en priorisant les secteurs des Technologies de l'information et de la communication (TIC), l'agro-business, BTP, mines ou le tourisme fournisseur de 5 000 à 8 000 emplois à l'horizon 2023.

Activités présidentielles

Un responsable de la BAD chez le chef de l'Etat

SM
Libreville/Gabon

LE président de la République, Ali Bongo Ondimba, a reçu en audience, hier, au palais du bord de mer, le vice-président de la Banque africaine de développement (BAD), Khaled

Shérif. Cette rencontre a permis à l'hôte du chef de l'Etat de se féliciter de l'excellence des relations entre cette institution bancaire et le Gabon. Il a par la suite, tenu à saluer le président de la République et l'ensemble du gouvernement pour les efforts réalisés et les réformes entreprises depuis plusieurs mois en

matière de finances publiques. Par ailleurs, le vice-président de la BAD a exprimé la disponibilité de son institution à aller plus loin dans son partenariat avec le gouvernement gabonais. Rappelons que cet établissement bancaire accompagne le Gabon dans son vaste programme de diversification de son économie.

Elle a actuellement investi 500 milliards de francs CFA dans l'optique de renforcer les réalisations liées à la modernisation et à la diversification de son économie, conformément au Plan stratégique Gabon émergent (PSGE) dont découle le Plan de relance économique (PRE) en cours dans notre pays.



Photo : D.R

Poignée de main entre le vice-président de la BAD et Ali Bongo.

Réseau panafricain des femmes pour la culture de la paix

La "section Gabon" présentée à Lambert-Noël Matha

Martina ADA METOULE
Libreville/Gabon

LE ministre d'Etat en charge de l'Intérieur, Lambert-Noël Matha, a récemment reçu en audience la section Gabon du Réseau des femmes pour la culture de la paix et le développe-

ment durable. Accompagnée par le coordonnateur résident du système des Nations unies, Stephen Jackson, la section Gabon, représentée par Victoire Lasséni Duboze et Désirée Singatady, a discuté avec Lambert-Noël Matha des modalités de mise en place des antennes provinciales de leur entité. Aussi, les deux femmes ont-elles éga-

lement présenté le contenu du réseau, sa vision et son plan d'action. Relevons que la section Gabon du Réseau des femmes pour la culture de la paix et le développement durable est dirigée par Mme Lasséni Duboze (présidente), assistée de Désirée Singatady (vice-présidente). Ces deux personnalités ont un mandat de trois ans re-

nouvelable une fois. La section compte douze (12) membres et deux cent trente huit (238) associations féminines. Soulignons par ailleurs que le Réseau panafricain des femmes pour la culture de la paix est un regroupement apolitique des organisations de la société civile.



Photo : D.R

Une séquence de l'entretien que le ministre de l'Intérieur a eu avec la section Gabon du réseau panafricain des femmes.